

LE RÉVEIL

anarchiste

Les bèlements
pacifiques
attirent les loups
guerriers

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

L'étrange neutralité suisse

Je viens de recevoir du Ministère public fédéral la lettre suivante :

Berne, le 31 janvier 1938.

Monsieur Louis Bertoni,
6, rue des Savoises, Genève.

Monsieur,

Faisant suite à votre lettre du 14 courant, adressée à la Direction des Postes de Genève qui nous l'a transmise par la Direction générale des P.T.T. afin d'y répondre directement, nous vous communiquons ce qui suit :

Dans le No 986 de votre journal *Risveglio Anarchico*, du 20 novembre 1937, nous avons relevé le passage ci-après de l'article intitulé « Pei volontari libertari » :

« ...Compagni, si riaccendano gli entusiasmi, si moltiplichino gli sforzi, per aiutar i nostri volontari, perchè... »

ainsi que la notice de la rédaction :

« Inutile dire che siamo interamente d'accordo perchè si continui l'aiuto ai nostri combattenti in Spagna, anzi speravamo aver già ricevuta d'un primo versamento a loro destinato; ma forse non è ancora fatto per causa che ignoriamo... »

En outre, le même numéro publiait, sous le titre « Pei fratelli di Spagna », un relevé de comptes prouvant que votre organisation avait réellement effectué une collecte en faveur des combattants libertaires d'Espagne.

La Direction des Postes de Genève vous a renvoyé dans sa lettre du 4 courant, à l'art. 2 de l'arrêté du Conseil fédéral interdisant la participation aux hostilités en Espagne (du 14 août 1936). Cet article interdit de soutenir ou de favoriser sur territoire suisse, de quelque façon que ce soit, les hostilités en Espagne, et invite la Direction générale des P.T.T. à n'accepter et à n'expédier aucun envoi d'argent dont le but serait de soutenir ou de favoriser les dites hostilités. L'art. 1 de l'arrêté du Conseil fédéral du 25 août 1936 instituant des mesures pour faire respecter l'interdiction de participer aux hostilités en Espagne statue entre autres que :

«... celui qui, d'une manière quelconque, soutient ou favorise sur territoire suisse les hostilités en Espagne,

celui qui, en particulier, prépare ou fait des collectes à d'autres fins que la bienfaisance,

celui qui provoque ou incite publiquement à commettre une infraction au présent arrêté.

sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende de dix mille francs au plus. Les deux peines peuvent être cumulées. »

Par contre, nous vous rendons attentif au fait que des collectes ayant un but de bienfaisance sont, cela va sans dire, permises.

Bien que l'on puisse se demander si les passages de votre article cités ci-dessus ne constituent pas par eux-mêmes une infraction à l'arrêté du 25 août 1936 déjà nommé, il en résulte clairement que la collecte n'a pas été effectuée uniquement dans un but de bienfaisance, puisqu'elle a été faite expressément pour soutenir des combattants. Par bienfaisance dans la jurisprudence actuelle, on entend seulement les cas où l'argent récolté est destiné à la population civile.

Afin d'empêcher toute infraction aux arrêtés du Conseil fédéral susmentionnés, la Direction générale des P.T.T. a décidé, sur notre proposition, de bloquer le compte de chèques postaux : « Il Risveglio », No I.4662 Genève, jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue entre vous et notre autorité. A titre d'information, nous ajoutons que tous les comptes de chèques postaux concernant des collectes, même en faveur de la population civile espagnole, sont bloqués de la même manière que le vôtre et que tout paiement

se fait par notre intermédiaire. Habituellement chaque organisation nous adresse, avec le chèque postal, les bulletins de virement et l'original des factures à payer. Après contrôle, qu'il n'y a pas d'infraction aux dispositions légales, les virements sont effectués sans autre et la facture originale est retournée à l'organisation correspondante avec l'avis du virement opéré. Il s'agit donc d'un blocage et non d'un séquestre.

Nous attendons votre réponse comme suite à la lettre de la Direction des Postes de Genève du 4 courant et à ce qui précède.

Le Procureur général
de la Confédération :
STAEMPFLI.

—

Cette lettre exigerait une réponse point par point, mais je préfère me borner aux choses essentielles.

Tout d'abord ma sympathie pour les combattants républicains est soulignée et je pense qu'elle n'a jamais fait de doute pour personne. Notre modeste journal est publié pour en être le témoignage constant.

Je ferai remarquer tout simplement ceci : que toute la grande presse suisse, y compris celle notoirement officieuse, témoigne jour après jour de sa sympathie ardente pour les combattants franquistes, qu'ils soient blancs, ou maures ou nègres (à un moment donné il a même été question de jaunes, qui seraient sans doute les bienvenus aussi pour nos classes dirigeantes et nos autorités fédérales), qu'ils soient chrétiens ou musulmans, espagnols, français, italiens, allemands, irlandais, arabes ou suisses. Si mes souvenirs ne me trompent pas, le fils du commandant de la garde suisse du pape serait mort en combattant pour Franco. Mgr Bernardini, nonce anticonstitutionnel, a dû dire une messe pour le repos de son âme.

Passons. Mais en plus de la sympathie pour ces combattants, j'aurais cherché à les aider. Je demande bien pardon, mais c'est l'autorité fédérale elle-même qui en a donné l'exemple. N'a-t-elle pas versé une certaine somme à la Croix-Rouge pour venir en aide aux combattants, et quelle aide? Je n'aurais pas l'outrecuidance de la comparer à la nôtre. Genève se glorifie d'avoir été le berceau de la Croix-Rouge pour aider ceux qui combattent, encore plus que la population civile, qui, d'après les conventions internationales, devrait être laissée en dehors des hostilités. J'ai été sur le front de Huesca et ai pu constater la grande joie des combattants à l'arrivée d'une auto-ambulance, don de l'Union Syndicale Suisse.

Donc, l'aide aux combattants est légalement permise et pratiquée en premier lieu. A qui porter secours sinon à ceux qui sont le plus en danger? A moins d'un renversement total de la morale humaine, les combattants ne peuvent être placés en dehors de l'humanité. Il n'est nullement défendu de porter aide aux pires criminels; des communiqués dans les journaux invitent même à le faire pour les fêtes de Noël et de Nouvel-an. Serait-il défendu de faire parvenir quelques gâteries aux combattants seulement? C'est tomber dans l'absurde.

Autre question. Les combattants ont laissé des femmes, des enfants, des parents. Serait-ce un délit de les secourir? Je puis venir en aide, si cela me plaît et en ai les moyens, à n'importe quelle famille malheureuse d'un prisonnier ou d'un forçat; toutefois, non seulement les combattants, mais leurs ascendants, conjoints et descendants seraient aussi placés en dehors de l'humanité. J'avoue ne pas comprendre.

En tout cas, je rappellerai que lors de la guerre mondiale, de même que lors de la guerre d'Abyssinie, il n'a nullement été question de tout cela. Et je n'ai pas entendu dire que la Suisse ait été accusée par qui que ce soit de ne pas être restée neutre.

Admettons que la neutralité exclue tout trafic d'armes et tout recrutement, bien que

pendant la grande guerre la Suisse ait gagné des milliards au dit trafic et la presse poussait et louait ceux qui portaient volontaires pour les fronts. Je ne saurais être et ne suis accusé de cela — tout au moins il me semble — et je n'en parle que pour dire que c'est la seule neutralité concevable, préconisée par les pacifistes.

Le texte cité de l'arrêté du 25 août 1936 mérite de s'y arrêter. Relisons :

Celui qui, d'une manière quelconque, soutient ou favorise sur territoire suisse les hostilités en Espagne...

Est-ce que le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne*, la *Liberté*, le *Vaterland*, la presse cléricale et libérale, l'épiscopat suisse, les consistoires protestants ne soutiennent pas d'une manière quelconque, autrement dit très malhonnête, les hostilités de Franco? Qui pourrait le nier? Je ne réclame aucune poursuite, loin de là, mais je voulais souligner l'élasticité de cette expression « d'une manière quelconque ». Il devient possible d'envoyer en prison n'importe qui d'une manière quelconque et de l'y garder de même.

Celui qui, en particulier, prépare ou fait des collectes à d'autres fins que la bienfaisance...

Encore des mots très élastiques : « d'autres fins ». Pourquoi ne pas avoir précisé ces autres fins? En tout cas, il n'est pas dit : « la bienfaisance ne doit pas être exercée à l'égard des combattants et de leurs familles ». Un tribunal aurait-il l'impudence de le préciser et le proclamer?

Il n'est pas un jugement, à notre connaissance, qui l'ait fait jusqu'à présent. Quoi qu'il en soit, M. le Procureur général de la Confédération affirme sans autre :

Par bienfaisance dans la jurisprudence actuelle, on entend seulement les cas où l'argent récolté est destiné à la population civile.

La jurisprudence de quel pays et de quel tribunal? Ce serait utile de le préciser. S'agirait-il, peut-être, de la jurisprudence de la *Santa Ruota*, dont Mgr Bernardini aurait instruit M. Motta? La bienfaisance transformée en délit, voilà de quoi laisser rêveur.

Je n'ignorais point les formalités ridicules auxquelles sont soumis les envois en Espagne. Je les appelle ridicules, car tout ce qui est destiné à la population civile laisse de plus grandes disponibilités au gouvernement Negrin pour le ravitaillement du front. C'est donc un contrôle qui ne rime à rien, sinon à compliquer l'action de secours. Pour des envois massifs et importants à de grandes collectivités, cela peut ne pas représenter un grave inconvénient, mais pour une foule d'envois à de petits groupements ou de simples individualités, nous aurions une besogne considérable, sans compter des enquêtes interminables sur chaque destinataire.

Mais voici la dépêche que l'Agence télégraphique suisse vient de communiquer à la presse :

Berne, 4 février. — Le Conseil fédéral a répondu ce qui suit à une question de M. Bodenmann relative à des livraisons de chaussures au général Franco :

L'arrêté du Conseil fédéral du 14 août 1936 interdit l'exportation, la réexportation et le transit à destination de l'Espagne, des possessions espagnoles et de la zone espagnole du Maroc, de toutes catégories d'armes, munitions et matériel de guerre, y compris les pièces détachées; de tous aéronaves, montés ou démontés.

Cet arrêté vise exclusivement le matériel de guerre proprement dit. Toutes autres exportations à destination de l'Espagne, qu'il s'agisse de chaussures, de textile, de machines, de montres ou de produits alimentaires ne tombent pas sous le coup de l'interdiction.

Je pense que le général Franco est compris aussi parmi les « combattants », bien qu'en réalité il laisse combattre les autres, mais si tout peut lui être livré, à part « le matériel de guerre proprement dit », il en

est donc de même pour tous les combattants, selon l'avis on ne peut plus autorisé du Conseil fédéral. La chicane qui nous est cherchée devient alors incompréhensible.

Inutile d'ajouter qu'un considérable matériel de guerre allemand peut passer en transit par la Suisse, soi-disant destiné à l'Italie, qui, elle, le destine à l'Espagne. Tous nos franchistes aussi peuvent adresser leurs envois à un centre maritime italien, d'où l'embarquement à destination de Franco.

Fatta la legge, fatto l'inganno! dit un proverbe italien, que nous traduisons assez fidèlement : à nouvelle loi nouvelle tromperie.

Et puisque nous en sommes à parler du Ministère public fédéral, disons que, par l'entremise de ce dernier, nos camarades étrangers ont été prévenus de n'avoir plus à fréquenter le Groupe du Réveil sous peine d'expulsion. Il s'agit de travailleurs demeurant depuis de nombreuses années en Suisse et dont la presque totalité n'a jamais donné lieu à la moindre plainte, même devant le simple Tribunal de police. D'autre part, à la sortie de nos réunions nous avons assisté plus d'une fois à une véritable chasse à l'homme que rien ne justifiait.

C'est dire que je ne me fais pas la moindre illusion sur ce qui pourra survenir. La campagne déclenchée contre nous ne s'arrêtera pas à mi-chemin, mais cela ne saurait changer en rien ma conduite.

Etienne de la Boétie, l'ami de Montaigne, dans son courageux *Discours sur la servitude volontaire*, concluait que nous sommes « esclaves pour n'avoir pas su dire non ». C'était trop simplifier le problème même de la servitude. Nos camarades espagnols ont su dire non avec une rare énergie et pourtant ils ne sont pas encore sûrs de se soustraire à la servitude. C'est qu'elle dispose de moyens et de forces formidables, que l'on ne saurait vaincre en prononçant passivement une simple monosyllabe. N'importe qu'il est des moments et des circonstances où il faut savoir dire non, en obéissant à sa propre conscience, quelles que puissent en être les suites. La neutralité suisse vaut exactement la non intervention des grandes puissances européennes. C'est un masque déguisant mal tout un travail haineux contre l'Espagne républicaine et un constant appui à Franco. Je ne consens pas à en être dupé.

Louis BERTONI.

Nationalisation ou collectivisation.

C'est le titre d'une conférence qu'il nous fut donné d'entendre dans un Cercle d'Etudes lausannoises.

Le sujet, évidemment ingrat pour le populaire, fut très bien développé par le conférencier, un jeune syndicaliste au talent très sûr, devant une salle que nous aurions voulu plus garnie.

Quelques comparaisons très intéressantes furent faites entre les industries nationalisées de quelques pays capitalistes. Le problème russe fut également abordé, et grâce à la bonne tenue des contradicteurs, un échange de points de vue suivit.

Le fossé énorme qui sépare la nationalisation de la collectivisation fut exposé, et le conférencier sut émailler de faits précis sa causerie.

Il nous semble que ce problème si ardu devrait être beaucoup plus discuté dans nos syndicats, car il appert bien que c'est là un des points qui doivent intéresser au plus haut degré les véritables syndicalistes qui ont placé leur confiance pour l'organisation de la société future, dans le syndicalisme.

Oui, les syndicalistes ne peuvent avoir en vue qu'un but : la collectivisation des moyens de transport, de production, etc. Y substituer la nationalisation, c'est reconnaître l'Etat, l'Etat-patron, omnipotent, et incapable de donner aux peuples le bonheur légitime auquel ils aspirent.

Ces choses doivent se discuter. Cela est nécessaire pour l'orientation des syndiqués en particulier, de tous les travailleurs en général.

PP.

Cahier d'un milicien dans les rangs de la C.N.T.-F.A.I.

(Suite et fin.)

Nous passons ensuite devant un café et je m'étonne de le voir fermé. On me répond qu'il n'est ouvert que les samedi et dimanche, car chacun peut avoir gratuitement à la coopérative des vins de tous les goûts. Nous rentrons de nouveau à la maison syndicale que nous inspectons en montant. On me fait remarquer que les planelles sont disposées en croix gammées et en en levant quelques-unes on voit à l'étage inférieur. A l'intérieur, je peux voir avec quel soin méticuleux le châtelain avait fait de sa demeure un vrai fort. Dans chaque pièce il suffit de tirer à soi de petits bouillons, qui semblent cloués sur la tapisserie, pour avoir une petite meurtrière de 10 x 20 cm., laissant voir dans l'escalier et derrière chaque porte. La position de chacune a dû être longuement étudiée, car tous les coins et recoins de la cage d'escalier sont visibles. Un frugal repas nous est servi et nous mangeons tout en écoutant le récit de la révolution dans le village.

Le 20 juillet, les nouvelles venant de Lérida et Barcelone étaient très favorables, aussi les membres de la C.N.T. n'hésitèrent-ils pas un instant, ne voulant pas attendre d'avoir les fascistes à leurs portes. Quelques membres se rendirent donc chez ce seigneur, grand propriétaire qui exploitait, d'accord avec les curés, toute la population de cette région. L'un d'eux se présenta à la porte et, comme d'habitude, tira la sonnette. La femme du tyran vint répondre sans méfiance et fut entraînée sans violence à une vingtaine de mètres. Son mari ne la voyant pas revenir se mit au balcon et commença par insulter et menacer les ouvriers de graves représailles. Ceux-ci gardèrent un calme absolu et l'invitèrent à se rendre s'il tenait qu'aucun mal ne soit fait à sa femme et à ses enfants. Il finit par s'apaiser et descendit sur la place. Après avoir été désarmé, il dut accompagner les camarades pour faire une acquisition à son logement.

De nombreuses armes et munitions y furent découvertes, un plan détaillé du village et des environs avec diverses inscriptions, ainsi qu'une volumineuse correspondance très compromettante pour lui. Les hommes de la C.N.T. ne voulurent pas s'arrêter là, dirigèrent leurs pas du côté de l'église. Ils s'emparèrent sans difficulté des trois curés et une minutieuse visite des lieux leur fit découvrir tout un arsenal de guerre. Parmi les petits papiers de ces canailles, ils trouvèrent une liste portant les noms de trente-deux ouvriers à fusiller sitôt la révolte réussie.

Immédiatement la population fut assemblée et toutes les découvertes leur furent révélées. Tous demandèrent que justice soit faite et l'exécution fut fixée au lendemain au lever du jour, devant la cimetièrre. Le jour suivant, à 5 heures, les quatre coquins furent fusillés et aujourd'hui tous se félicitent d'avoir osé. Quelques autres fascistes qui n'avaient qu'une activité secondaire, essayèrent de fomenter un complot en se réunissant sous le nom de U.G.T., mais ils furent découverts et la majeure partie s'enfuirent sans clairons ni trompettes. Quelques semaines plus tard, la veuve du seigneur fut envoyée à Barcelone avec ses deux enfants.

Aujourd'hui les paysans ont réuni leurs terrains à ceux qui appartenaient à ces seigneurs et ils les cultivent en collectivité. La majeure partie des produits sont échangés à Lérida contre tout ce qui peut être nécessaire aux habitants. Nous passerons la soirée avec un camarade resté au village pour cause de maladie. A minuit, nous rentrons à la maison syndicale où, paraît-il, une chambre est prête pour nous et je souris de bon cœur quand on m'apprend que c'était la chambre à coucher du gros propriétaire et de sa femme. C'est avec joie que nous nous glissons entre ces draps luxueux pour dormir d'un sommeil plein de rêves.

Le lendemain, je suis obligé à contre-cœur de me séparer de ces braves gens qui sont déjà pour moi de bons amis. Ils m'invitent, pour quand je reviendrai de Suisse, à venir travailler avec eux. Nous montons dans une de ces légendaires carrioles espagnoles à deux roues et recouverte en demi-cercle par une toile grise. Beaucoup d'habitants sont venus nous saluer et nous partons accompagnés d'une ovation enthousiaste. Nous descendons de nouveau à Fraga, que nous visitons aussi; là encore, les habitants se sont organisés en collectivité. Le car postal nous transportera rapidement à Lérida, où nous avons la chance de trouver Chevalier et Pianta. Le même jour, nous arrivons à Barcelone, où la vie nous semble changée.

Nous ne voyons plus beaucoup de drapeaux rouge et noir, C.N.T.-F.A.I., ni de joyeux miliciens en permission. Les chaises des Ramblas sont occupées par des seigneurs ne paraissant pas être du peuple et les hauts parleurs ne diffusent plus leurs bel-

les chansons révolutionnaires. Aux bâtiments officiels flottent les drapeaux républicains et le milicien qui réglementait la circulation avec un petit drapeau a été remplacé par un garde d'assaut, mieux armé qu'un soldat partant à l'attaque. A l'hôtel, impossible d'obtenir plus de deux plats et des queues sans nombre sont organisées devant les débits de tabac, viande, pain. Les restaurants chics semblent avoir changé leur clientèle, car les tables sont occupées par des seigneurs aux visages sévères, qui posent sur nous un regard dédaigneux et leurs lèvres se plissent de dégoût. Après quatre jours de démarches compliquées, je réussis enfin à faire légaliser mon passeport par la Généralité.

Mon départ est fixé au dimanche, à 19 heures, et je profite des derniers instants pour faire mes adieux à toutes mes connaissances. Chevalier, Pianta et Monnier viennent me dire leur impatience de venir se reposer dans leurs familles. Nous nous séparons bien tristement, eux avec le regret de ne pouvoir partir et moi avec le regret de les quitter. A 3 heures, le train arrive à Port-Bou, qui a été bombardée à plusieurs reprises. L'animation joyeuse qui remplissait les rues à mon premier passage a complètement disparu et j'ai mille peines à me faire servir un petit déjeuner. A 9 heures, j'arrive à Cerbère, première station française, et je dis adieu à l'Espagne, espérant quand même y revenir un jour. Albert MINNIC.

L'intervention suisse contre l'Espagne antifasciste

Depuis le mémorable arrêté fédéral des 14-26 août 1936, la Suisse écrit chaque jour une page honteuse de son histoire.

Violant toutes ses admirables traditions d'humanité, le gouvernement suisse actuel aura la triste gloire d'avoir agi en misérable complice des bourreaux qui étranglent le peuple d'Espagne, en lutte pour un peu plus de liberté et de bien-être. Et pourtant, ce sont pour ces principes de liberté que l'ancien peuple suisse s'est sacrifié contre ses tyrans. Les fils dénaturés d'aujourd'hui sont bien peu dignes de leurs pères.

Et pour leur vergogne, inscrivons leurs « hauts » faits de ces dernières semaines.

Des chaussures pour les mercenaires de Franco

Nos lecteurs sont au courant des difficultés que le Procureur fédéral provoque à notre journal, accusé d'avoir envoyé quelques friandises à nos frères d'Espagne. Pour cette œuvre de Croix-Rouge (on dit aussi Croix-de-Genève), la répression s'abat sur notre journal, dans le but d'en provoquer la disparition par manque de fonds.

Or, le 16 décembre, un député posait la question suivante:

Le Conseil fédéral sait-il que la fabrique de chaussures Hug fait d'importantes livraisons à Burgos pour le général Franco?

Le Conseil fédéral répond le 4 février:

L'arrêté du 14 août 1936 interdit l'exportation, la réexportation et le transit à destination de l'Espagne de toutes catégories d'armes, de munitions et matériel de guerre.

Car, n'est-ce pas, envoyer à ceux qui luttent dans les tranchées quelques sous pour améliorer leur « ordinaire », ça c'est participer aux hostilités, mais envoyer des wagons de chaussures aux soldats, ça c'est de la « non-intervention ».

Libération de H. Trub

Ce militant fut arrêté en janvier 1937, accusé d'avoir aidé des antifascistes à se rendre en Espagne pour lutter contre les hordes de Mussolini et Hitler.

Après deux mois de prison préventive, H. Trub fut condamné par le Tribunal militaire de la Ve division à 300 jours de prison, sans déduction des huit semaines de préventive. Comme il convient dans la belle Suisse démocratique, il fut refusé à Trub, malade, la moindre réduction de peine.

Car, n'est-ce pas, les souteneurs du capitalisme n'ont de la considération que pour les affairistes à la Miéville et autres Dionisetti, qui, eux, peuvent jouir de l'impunité.

Toute notre sympathie au camarade H. Trub, qui a été libéré le 2 février.

La répression

Il y a quelques mois, la presse fit grand bruit autour des enquêtes de la police fédérale (Bupo) qui faisait de nombreuses arrestations dans les milieux de gauche.

Le major Farner, procureur au Tribunal militaire de la Ve division, après avoir examiné le dossier de cette affaire des volontaires en Espagne républicaine, a déposé les conclusions suivantes:

Dix prévenus, dont deux militants ouvriers, sont libérés de toute poursuite.

Dix autres accusés, dont six sont en prison depuis plusieurs mois, passeront devant le Tribunal.

Vingt-et-un volontaires antifascistes qui luttent en Espagne seront jugés par contumace. Félix Pascal.

Malfaisance communiste

Une délégation franco-britannique s'est rendue en Espagne. Composée de Féliçien Challaye, professeur à l'Université de Paris, et du député écossais Mac Govern, membre de l'Independent Labour Party, elle avait surtout pour mission d'enquêter sur la terreur dont des milliers d'antifascistes sont victimes de la part des organes gouvernementaux au service des moscovitaires et de vérifier les conditions de vie des prisonniers. Govern a fait paraître le compte rendu de sa mission dans une brochure, dont la *Révolution prolétarienne* donne la traduction. C'est un implacable réquisitoire contre l'activité néfaste des stalinien, et comme tous les précédents, ce réquisitoire est basé sur des faits contrôlés et qui ne sauraient être niés.

Govern rappelle d'abord — ce qui était déjà connu — que contre la fourniture de certaines armes, la Russie exigea une sorte de contrôle sur le gouvernement espagnol et la mise de certains de ses représentants à des postes de commandement, particulièrement dans l'armée et la police. Govern relève ensuite que

l'hostilité de larges masses de travailleurs espagnols à la présence d'éléments bourgeois et modérés à des postes importants du gouvernement, et à l'affaiblissement des conquêtes révolutionnaires de juillet 1936 qui en est résulté, n'est pas niable. Le changement d'objectif: la défense de la démocratie au lieu du pouvoir des travailleurs, a causé chez les ouvriers un ressentiment profond; or ce changement a eu lieu sous l'influence des républicains bourgeois, de l'aile droite socialiste et, particulièrement, des communistes.

L'enquêteur écossais pense — ce qui a déjà été également pensé d'une façon générale — que ce changement avait pour but de tranquilliser les capitalistes français et britannique. De plus, il estime que la Russie est anxieuse d'améliorer ses relations avec le gouvernement britannique afin de pouvoir conclure avec lui une alliance militaire et elle croit que le meilleur moyen d'arriver à cela est de gagner la confiance des conservateurs anglais en répudiant toute révolution sociale en Espagne. Et Govern de constater:

Il était difficile aux ouvriers révolutionnaires espagnols, à ceux de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. de mener ouvertement la lutte contre cette dangereuse politique. Ils voyaient bien qu'on était en train de leur ravir les fruits de leurs récentes conquêtes, mais ils ne voulaient pas diviser les forces antifascistes et affaiblir ainsi le front militaire, ce qui aurait facilité la victoire de Franco. Malgré toute la prudence à cet égard, une résistance spontanée se produisit en mai lorsque les travailleurs de la base à Barcelone sortirent dans la rue, se refusant à rendre leurs armes et à abandonner certaines positions-clés. Le P.O.U.M. n'avait pas organisé cette résistance, mais quand elle se produisit, il prit place à côté des ouvriers.

Autre constatation, déjà connue aussi, mais qu'il est bon de signaler à nouveau:

Lorsque la guerre contre Franco commença, le parti communiste espagnol était faible, mais la fourniture d'armes par la Russie lui donna une influence et une participation dans le gouvernement hors de proportion avec sa propre force. Le parti communiste espagnol n'avait que de très pauvres militants, mais ceux-ci prouvèrent bientôt que ce qui leur manquait en fait d'intelligence, était compensé, et au delà, par le jésuitisme et une brutalité féroce.

Govern signale que « s'opposer à la ligne contre-révolutionnaire du « Front populaire » et critiquer Moscou, c'est, en Espagne, mettre sa vie en sérieux danger ». Plus de trois mille combattants antifascistes sont actuellement derrière les murs des prisons espagnoles par ordre des stalinien.

L'œuvre pernicieuse des communistes s'est étendue à tous les secteurs de la lutte antifasciste espagnole. Ils dénoncent toujours le P.O.U.M., la C.N.T. et Largo Caballero, le chef de la gauche de l'U.G.T., comme ayant causé la division du front antifasciste et avoir affaibli la lutte militaire contre Franco. C'est exactement le contraire qui est vrai et c'est facile à prouver, affirme Govern. Ce sont le Comintern et les communistes espagnols aux ordres de Moscou qui ont brisé le front unique des travailleurs. Ils sont responsables de l'affaiblissement de la lutte militaire. Ils refusent que des armes soient envoyées au front d'Aragon parce que les forces antifascistes qui y combattaient étaient composées de membres de la C.N.T. et du P.O.U.M. Si elle avait été pourvue d'armes convenables, cette armée antifasciste serait depuis des mois à Saragosse, et Madrid aurait été soulagé, et les fascistes n'auraient pas réussi à s'emparer du pays basque et des Asturies.

Il est maintenant reconnu que cela a été la grande erreur stratégique de la guerre, appuie Govern. Les communistes sacrifi-

rent la guerre à leur hostilité politique contre la C.N.T. et le P.O.U.M.

Terminant la première partie de son rapport, Govern dit reconnaître pleinement l'importance qu'eurent les armes russes, mais le prix en a été payé trop cher par les effets désastreux qu'eurent la rupture de l'unité et le sectarisme militaire dont les communistes sont responsables.

Nous ne nous étendrons pas sur la suite — si intéressante pourtant — de l'exposé de Govern. Elle a trait à ses visites chez les ministres de la justice, de l'intérieur et de la propagande, à la Prison Modèle, à celle des femmes et à la prison secrète de la Tcheka. Cela nous entraînerait trop loin. Mais tout fait encore mieux ressortir le fanatisme, le machiavélisme et la cruauté qui animent les stalinien. Et aucune affirmation n'est avancée sans être appuyée de faits précis.

Citons une partie de la conclusion de Govern:

C'est ma conviction profonde, dérivée de l'étude et de l'expérience de la politique communiste, qu'aider les communistes à obtenir une place quelconque dans le mouvement ouvrier est une criminelle folie. Pour ma part, je ne peux excuser ni défendre leurs agissements: l'honneur humain exige qu'on dénonce leur conduite bestiale. Si le socialisme — écoutez, socialo-bolchevistes de chez nous! Réd. — signifie ce que Moscou cherche à imposer, je ne suis pas socialiste. Le socialisme pour lequel je milite doit donner la liberté et non la tyrannie aux travailleurs.

En d'autres termes, le député écossais, se basant sur « l'étude et l'expérience de la politique communiste », est d'avis que toute action entreprise dans le mouvement ouvrier par les stalinien est nuisible aux travailleurs. C'est pourquoi il espère que « cela ne peut durer indéfiniment et qu'un prix terrible sera payé pour ces trahisons ». Partageons cet espoir, et souhaitons que le jour est proche où les travailleurs se débarrasseront complètement de ces alliés conscients ou inconscients — surtout conscients — de la réaction. Jdx.

«L'Espoir» de Malraux

Un beau livre sur l'Espagne. André Malraux, avec son talent de grand écrivain, nous décrit un secteur de la vie en Espagne, en homme qui voit de haut, c'est bien le cas de le dire, puisque Malraux a été l'un des premiers organisateurs de l'aviation des troupes républicaines, alors que la lutte devait se mener avec des avions d'occasion » contre les appareils modernes de Mussolini et Hitler.

On sent chez Malraux un homme d'action, désireux de comprendre. Il recherche la vérité chez tous ces combattants, se faisant tuer côte à côte, mais inspirés de conceptions diverses.

Dans son livre, A. Malraux ne parle pas sous une forme personnelle; il fait parler les autres. Et dans ces autres, nous avons retrouvé les mêmes questions, les mêmes polémiques, les mêmes aspirations, que nous retrouvons chaque jour parmi le peuple espagnol qui lutte contre le fascisme.

Homme d'action méthodique, l'écrivain semble accepter momentanément assez bien la conception bolcheviste. Mais son « espoir » c'est surtout la libération de l'homme qui a conquis une dignité d'homme.

Et ceux qui ont vu l'Espagne, ceux qui connaissent le mouvement libérateur de là-bas, savent bien que c'est cet espoir-là, suscité toujours par les anarchistes, qui vaincra.

Les partisans des totalitaires, eux, ne s'y trompent pas. C'est pourquoi ils attaquent vilainement *Espero*.

Ainsi, dans *Giustizia e Libertà*, qui est, semble-t-il, de plus en plus stalinisée depuis l'assassinat de Rosselli, A. Malraux est hypocritement éreinté, selon le genre maison en honneur au Parti communiste. C'est d'abord l'insinuation qu'André Malraux « pourrait tout aussi bien être fasciste » que de gauche. Et pour prouver, on parle de son tempérament, de son intelligence et de sa personnalité. Comme si précisément ces qualités n'étaient pas essentielles pour résister à la corruption des partis et aux dictatures étouffantes.

Il est vraisemblable que la rogne des stalinien provient précisément des dialogues du livre entre l'aveugle du parti et le libérateur plaçant le droit universel de l'homme au-dessus des exigences sectaires du parti.

Au moment où toute la politique du Parti dit communiste girouette autour du slogan de la « main tendue aux curés », des remarques comme celles parues dans *Giustizia e Libertà* démontrent toute la hantise des autoritaires stalinien contre ceux qui manifestent des idées libertaires et personnelles. L. T.

Les camarades doivent fréquenter les réunions de leurs Groupes.

GUERRE ET RÉVOLUTION

Toute la propagande pacifiste, alors que le monde est menacé par le surarmement le plus terrible, que ses auteurs le veulent ou non, aboutit comme la propagande fasciste à laisser main libre à toutes les tentatives de l'axe Berlin-Rome-Tokio. La presse de droite française, autrefois impérialiste et belliqueuse à outrance, ne fait qu'accuser le Front populaire en déliquescence de vouloir la guerre. Non pas qu'elle ait cessé d'être militariste, puisque son idéal est précisément celui d'imposer à la nation entière un régime de caserne, tel qu'il existe déjà en Allemagne et en Italie, mais précisément pour cela elle ne veut pas que Hitler et Mussolini subissent un échec qui pourrait amener la fin de leur régime. Les pacifistes, eux, par amour de la paix, veulent l'entente avec tout le monde, sans se préoccuper de régime et d'idéologie, même si régime et idéologie ne visent précisément qu'à faire la guerre.

Les révolutionnaires se débattent ainsi dans une situation contradictoire: combattre les guerres sans s'opposer à celles déjà en cours, craindre d'en susciter de nouvelles qui d'ailleurs ne manquent guère de se produire à un rythme accéléré: de la guerre d'Abyssinie à celle d'Espagne, à celle de Chine. Les bolchevistes ont surtout contribué à mettre à la mode un patriotisme échoué, venant embrouiller encore davantage les idées et les positions prises.

Il est permis de poser une question précise concernant le monde du travail français: est-il oui ou non contre l'intervention? Certes, nous ne doutons guère qu'il souhaiterait que l'Allemagne et l'Italie mettent fin à leur intervention; mais est-il réellement partisan de rétablir les rapports normaux avec l'Espagne, d'ouvrir sa frontière? Nous ne parlons pas de démarches rappelant l'Allemagne et l'Italie au respect du droit des gens; elles soulèveraient une tempête de protestations aussi bien à droite qu'à gauche. L'Espagne connaît une guerre terrible; mais MM. Eden et Delbos assurent qu'ils ont précisément sauvé la paix en laissant se développer toujours plus cette guerre, en l'enfermant entre les frontières espagnoles, même si guerre il y a déjà en dehors de ces frontières, et tout le monde d'applaudir.

Les parlementaires français, anglais et belges qui se rendent en Espagne y proclament qu'ils vont réclamer le droit pour le gouvernement Negrin de se pourvoir de tout, mais au retour ils oublient de le faire dans les Chambres respectives, tout au plus le proposent-ils dans des ordres du jour à faire voter dans de vaines meetings. Telle est la situation réelle et aucun mouvement de grande envergure n'a encore œuvré sérieusement pour que cela change.

Il y a une entente tacite, même chez les révolutionnaires, d'abandonner l'Espagne à son triste sort, quittes à pratiquer quelques secours de Croix-Rouge.

Maintenant le pacifisme en arrive à condamner aussi la guerre civile. Ainsi M. le comte Sforza écrit à propos de la guerre d'Espagne:

Pourquoi cette lutte, qui prouvera une fois de plus que, dans une guerre, tout le monde est perdant — a-t-elle été tellement plus féroce et sanglante que les précédentes guerres civiles espagnoles des Cabrera, des Espartero, des Pavia? Evidemment, parce que la guerre devient de plus en plus bestiale et totalitaire, ainsi que les Chinois viennent de l'apprendre à l'autre extrémité du monde, à Changhaï.

A qui s'adresse un tel langage? Aux fascistes, non, car M. Sforza sait fort bien que leur raison d'être est la violence sous toutes ses formes; alors, fallait-il que les Espagnols acceptent sans autre le joug de Franco et les Chinois celui des Nippons? Les raisonnements en l'air sans conclusion sont vraiment par trop faciles.

Notre camarade Hem Day commente ainsi l'affirmation de Sforza:

Cette leçon mérite d'être retenue à l'heure où l'on voit les politiques et les diplomates spéculer sur des antagonismes idéologiques qui en dernière analyse sont entretenus et vivifiés par ceux-là même qui en tirent des intérêts et des profits matériels.

Quelle meilleure démonstration que les faits de ces derniers mois qui viennent illustrer la mystique de la guerre civile encore trop empreinte en l'esprit révolutionnaire de beaucoup des nôtres.

Il est temps de se ressaisir si l'on ne veut point être victime plus longtemps d'illusions mortelles où les meilleurs de nos pays ont par leur enthousiasme et leur sincérité les frais de toutes ces combines mijotées à l'ombre des ambassades, des gouvernements et des accords diplomatiques et autres.

Voilà qui n'est pas clair. Faut-il se défendre ou renoncer à toute défense? Est-ce la doctrine de Tolstoï qui est remise à neuf?

Tout d'abord remarquons que ceux qui sont les plus partis en guerre contre les di-

visions idéologiques sont les fascistes! Mais s'il est absurde de nier une lutte de classes, il est encore plus absurde de nier une lutte d'idées. Donc, disons nettement que de réelles luttes d'idéologies existent dans le monde — et que faisons-nous par notre presse sinon d'y participer? — ce qui ne veut certes pas dire que nous devons accepter les idéologies de nos maîtres, qui, d'ailleurs, pour le moment se défendent surtout d'en opposer une quelconque au fascisme.

Mais que dire de la condamnation de la guerre civile, présentée comme une mystique, qui est en somme la condamnation de la révolution même? A force de tout condamner, il ne nous restera plus rien à faire, pour laisser le fascisme disposer à sa guise du monde entier et en accepter l'intégrale servitude.

Il ne faut vraiment pas être grand clerc pour comprendre que sans doute il vaudrait infiniment mieux de pouvoir vivre en paix, mais cela est-il possible? Il fut un temps, où l'on se plaisait un peu trop à parler de *struggle for life*, de lutte pour la vie; mais aujourd'hui nos pacifistes nous paraissent exagérer dans le sens contraire. Ne pensent-ils pas qu'il faut toujours lutter pour la liberté et la justice contre l'esclavage et l'iniquité? Même de telles luttes — nous ne le savons que trop surtout par le dernier exemple navrant de l'Espagne — peuvent être détournés de leur véritable but, mais encore une fois ces perpétuelles douches contre l'idée de se battre créent surtout un esprit de passivité. On ne se battra pas pour sa propre cause, on craindra par-dessus tout de s'exposer aux coups, on laissera les bandes réactionnaires s'emparer peu à peu de la rue, troubler les réunions, assommer les militants en vue; mais à cause de la même passivité dès que les maîtres infâmes nous appelleront à une épouvantable boucherie pour leurs intérêts inavouables, nous marcherons résignés, le peloton d'exécution se chargeant d'avoir raison de ceux qui demeureraient fidèles à leur pacifisme.

La question de la révolution et de la guerre est des plus complexes et nous n'entendons pas ici la résoudre; mais ce qui nous déplaît est une certaine propagande qui, dans un autre domaine, rejoint celle du réformisme en matière de grèves. Ah! par-dessus tout il fallait bien se garder de quitter le travail. Nulle grève n'a rapporté ce qu'elle a coûté, tout le monde y perd, les répercussions économiques en anéantissent les résultats en cas de succès, et ainsi de suite, si bien que le monde ouvrier n'a pas su marcher de pair avec le progrès technique, et le résultat en a été l'aggravation des crises successives, jusqu'à la crise actuelle qui se présente comme ne devant jamais prendre fin. Etrange découverte que de croire que le monde est trop porté à batailler, alors qu'il demeure — hélas! — indifférent en présence des pires crimes, alors que nous cherchons vainement à le sortir de son apathie et que nous nous demandons s'il ne va pas devenir entièrement insensible.

La vie n'a pas cessé et ne cessera pas d'être une lutte. Par là, bien entendu, nous n'entendons pas dire que la force primera toujours le droit, mais simplement qu'inventions, découvertes, progrès présupposent toujours une certaine lutte avant d'être réalisés. Lutte qui ne sera pas sanglante, mais qui ne s'en heurtera pas moins à des obstacles naturels et aux défauts de la nature humaine qui ne disparaîtront pas totalement pour faire place à l'infailibilité.

Prenons garde à ce que les gouvernements nous préparent, mais précisément pour être à même d'y résister, cultivons l'esprit de résistance, de révolte et de lutte, et n'acceptons pas les émoulinents d'un faux pacifisme qui prétendrait résoudre tout en paix, alors que toute question est plus ou moins une question de force.

Nous arrivons à un moment décisif de l'histoire: ou conquérir de haute lutte notre émancipation intégrale, ou patauger de longues années encore dans la boue de la misère et dans le sang des répressions et des guerres. Pour notre salut ne l'oublions pas.

L. B.

Bibliothèque Germinal

Rue de Coulance, 8, 1er étage
Tous les jeudis de 20 h. 30 à 21 h. 30

De plus en plus, les organisations ouvrières s'aperçoivent du manque de formation idéologique des militants.

Pour qu'un militant soit à la hauteur de sa tâche, il doit « savoir », afin de pouvoir enseigner parmi le peuple. La bibliothèque Germinal est certainement la mieux fournie en œuvres littéraires et sociales. Elle est à l'entière disposition des ouvriers de toute tendance désireux de connaître les problèmes les plus divers que posent les événements actuels.

Qu'on se le dise entre militants. La carte de membre d'une organisation ouvrière suffit pour que le livre soit prêté.

Genève — Imprimerie, 24, rue Vieux-Billard

Vaud

Interdiction du Parti communiste.

Après Neuchâtel et Genève, le canton de Vaud vient de voter l'interdiction du Parti communiste.

Nos bourgeois, dans leur haine de peureux à la conscience noircie, en viennent à perdre tout flair politique. Par leur stupide interdiction, ils donnent une valeur au Parti communiste qu'il n'avait pas. Sans avenir, le Parti communiste semblait de lui-même dans le ridicule des « tournants » édictés par un Staline et préconisant le patriotisme et l'alliance avec les catholiques.

Il est à noter que le canton de Vaud compte 102,000 électeurs. Dimanche dernier, 47,000 votants s'étaient dérangés alors qu'une loi concernant le chômage avait été accolée à la loi interdisant le Parti communiste.

Sur ce chiffre, 35,000 citoyens ont voté pour l'interdiction, et 67,000 étaient contre ou indifférents. Et le canton compte 340,000 habitants.

A remarquer que même parmi les gens votant « rouge », il y a eu beaucoup de défections. C'est que la stupide politique du Parti communiste dans les syndicats, les fusillades barbares, les compromissions honteuses, tout cela écœure les ouvriers capables de raisonner, malgré les bobards de la presse bolchevisante.

Le plus dangereux dans les campagnes fascistes pour l'étranglement des libertés, c'est que sous prétexte de lutter contre les juifs, d'interdiction de la franc-maçonnerie ou du Parti moscovite, ce sont les libertés populaires qui sont atteintes.

Les groupements anarchistes sont évidemment compris dans les interdictions, mais là les mesures s'avèrent inutiles, pour la bonne raison que si l'idéologie bolcheviste n'était que passagère et opportune à une époque et à un pays particulier, les idées anarchistes sont vieilles comme le monde et impérissables comme lui.

Au cours de la campagne de votation liberticide, des pointes ont été déjà dirigées contre les organisations syndicales qui sont pourtant, elles, bien conformistes.

C'est ainsi que nos camarades Adrien Buffat et Lucien Tronchet étant secrétaires d'organisations syndicales, respectivement à Lausanne et à Genève, ont été catalogués « communistes ».

Un de nos camarades a saisi l'occasion pour envoyer une rectification à la *Gazette de Lausanne*, qui a publié ce qui suit dans son numéro du 31 janvier 1938:

UN SYNDICALISTE ANARCHISTE

Après le communiste qui se déguise en démocrate, voici un secrétaire ouvrier qui se glorifie d'être anarchiste.

On aura décidément tout vu... M. L. Tronchet, secrétaire de la section de Genève de la Fédération des Ouvriers du bois et du bâtiment (F.O.B.B.), dont il avait été fait mention à propos des infiltrations communistes, nous écrit ce qui suit de Genève:

Monsieur le rédacteur,

C'est avec étonnement que je constate, dans votre journal du samedi 29 janvier, ma mise en cause dans une affaire de votation concernant le canton de Vaud.

Pensant que c'est votre manque d'information exacte qui vous fait écrire des erreurs risquant de porter préjudice aux organisations syndicales, j'ai recours à votre loyauté pour rétablir les faits:

Il est vraiment plaisant de se faire taxer de communiste alors que depuis près de vingt ans l'on a combattu les conceptions du Parti communiste, et spécialement ses conceptions de dictature.

C'est précisément parce que je suis opposé aux dictatures, d'où qu'elles viennent, effectives ou larvées, que j'affirme des opinions anarchistes.

Chacun doit savoir que les anarchistes revendiquent hautement la liberté égale pour tous, et n'admettent la limite que lorsque la liberté empêche sur celle des autres.

Ouvrier, je fais partie d'un syndicat. L'organisation syndicale ne demande à personne ses convictions religieuses, philosophiques, ou politiques. Le respect du statut est seul exigé, chacun ayant par ailleurs le droit et la responsabilité de ses opinions.

En raison même de leurs principes de tolérance et de libre examen, les anarchistes se sont toujours élevés contre le noyautage au sein des organisations syndicales; ils ne peuvent donc être accusés de telles pratiques.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est parfaitement injuste de mettre les organisations syndicales en cause, à moins que l'on ne veuille créer à leur égard une ambiance préparant de nouvelles interdictions, au nom même de la liberté démocratique.

Veillez agréer, etc.

L. Tronchet.

La rédaction de la *Gazette* ajoute:

Notre correspondant se défend d'être communiste, mais se vante d'être anarchiste. Fort bien! Reste à savoir si les intérêts des honnêtes ouvriers groupés dans la F.O.B.B.

de Genève gagnent à être défendus par un anarchiste plutôt que par un communiste; on peut se poser la question (les patrons et les ouvriers savent à quoi s'en tenir!), car enfin être anarchiste signifie en français être hostile à toute autorité et refuser de se soumettre aux lois. Nous ne croyons pas que ce soit le meilleur moyen de travailler au bien-être des ouvriers.

Allons, M. Masmata, il nous paraît que, comme pas mal de vos confrères, vous écrivez sur des choses que vous connaissez fort mal.

Cela est la rançon de ceux qui voient la vie avec des œillères et habitent en un pays où la liberté de parole sort déjà de litière à un M. Baup, chef du Département de police.

Notre camarade L. Tronchet serait certes très disposé à aller confronter ses idées sur l'anarchisme avec les valets du libéralisme fasciste.

Une très intéressante conférence contradictoire aurait lieu à Lausanne, sur ce sujet. En raison de vos hautes relations avec les gens influents du gouvernement vaudois, nous vous demanderions simplement d'obtenir de vos amis les autorisations nécessaires pour que le citoyen L. Tronchet obtienne le droit de parler à ses concitoyens du canton de Vaud.

Dans un pays à la devise « Liberté et patrie », la chose doit vous être facilement réalisable. A moins que vous préféreriez rester encastré dans l'ignorance pour mieux continuer à écrire... des bêtises.

A vous lire, très cher Monsieur...

* L'Espagne, telle qu'elle plaît aux amis de Franco, fascistes, cléricaux et féodaux, n'était dépassée dans l'analphabétisme que par certaines provinces de l'Italie et par le Brésil, où la proportion des illettrés va jusqu'à atteindre les quatre cinquièmes de la population. 45% des Espagnols étaient illettrés à la date du 19 juillet 1936. Dès cette date, et sans arrêt, cette proportion n'a fait que diminuer grâce au formidable effort d'éducation populaire accompli par les organisations syndicales d'instituteurs et de professeurs, et par les intellectuels et savants de toutes catégories, pour lesquels la cause du peuple et la cause de l'intelligence ne font qu'un. En 1931, à la chute de la monarchie, il y avait environ 37,000 écoles dans toute l'Espagne; il y en a aujourd'hui 60,000. Il est utile de relever que ce grand essor vers l'instruction a été accompli surtout par des organismes indépendants du gouvernement. Et chacun saisit bien la haine que provoque cet essor chez tous les ensoutanés et leurs maîtres. Aussi, les stalinien ont rétabli le clergé dans ses fonctions; au cas où Franco vaincrait, le clergé s'empresserait de raser les écoles ou leur donnera un tout autre but que celui de développer l'instruction et l'intelligence.

* Dans le *Libertaire*, Sébastien Faure pense que l'alliance entre communistes et catholiques se fera, peut-être pas ouvertement, « entre fourbes et jésuites, la dissimulation est de rigueur et, même devenus alliés, les Escobars de Rome et de Moscou chercheront à duper tout le monde et à se rouler mutuellement ». Et Faure s'appuie sur les profondes similitudes existant entre l'Eglise romaine et l'Eglise moscovite. En voici une entre beaucoup:

Le principe qui, en toutes circonstances, détermine la position de l'Eglise catholique et celle du Parti communiste, le principe qui oriente, précise et fixe l'attitude et la ligne de conduite de celui-ci comme de celle-là, ce principe est exactement le même. C'est la reconnaissance de l'Infaillibilité du Pape. Infaillibilité qui a pour conséquence nécessaire la soumission aveugle de fidèles, qu'ils soient communistes ou catholiques. Quand le Pape blanc émet un avis, donne un conseil, prononce un jugement, prend une décision et, lorsque ses lèvres augustes lancent un « mot d'ordre », tous les fidèles, d'un bout du monde à l'autre bout, ont le devoir de s'incliner. Défense formelle de discuter; interdiction absolue de chercher à comprendre et de critiquer les décisions papales. Le Pape est infaillible. De même, lorsque le Pape rouge donne ses instructions et lance ses « mots d'ordre », tous les Béné-Oui-Oui qui broulent dans les pâturages de l'Eglise moscovite ont le devoir de se soumettre, les yeux fermés, aux injonctions du « génial et bien-aimé Staline ». Infaillibilité d'un Maître, devant lequel s'agenouille la foule catholique et infaillibilité d'un Chef devant lequel se prosterne la masse bolcheviste. Pas la moindre différence. Chez les uns comme chez les autres, même absence totale de tout libre examen, de toute critique indépendante. N'y a-t-il pas ici, dans le domaine des principes et des faits, dans celui de l'organisation intérieure et les comportements extérieurs, une similitude saisissante entre l'Eglise de Rome et celle de Moscou?

C'est si vrai que Thorez ne cesse de répéter que communistes et catholiques sont faits pour s'entendre.

Imposture religieuse

Nous empruntons au Bulletin Paroissial de Compiègne ce chef-d'œuvre de résumé historique :

Les maux les plus dangereux pour l'homme et la société sont les idées fausses, les erreurs et les préjugés. Tous les désordres, toutes les révolutions, toutes les ruines ont eu pour cause le mensonge, l'idée fausse, l'hérésie ou le faux témoignage.

Qu'on parcoure, par la pensée, tous les siècles depuis la Création jusqu'à nos jours, on pourra constater la vérité de cette affirmation.

Quelle a été la cause de la chute des Anges? — L'idée fausse.

De la chute du premier homme? — Le mensonge.

De la condamnation du Christ? — L'idée fausse et les faux témoignages.

Des persécutions contre les chrétiens? — Les erreurs et les préjugés.

Des désordres sociaux des Albigeois? — Les fausses doctrines du manichéisme.

Des guerres qui ont ensanglanté l'Allemagne et la France? — L'hérésie du XVI^e siècle.

De la Révolution française? — Les idées fausses de Rousseau et de ses disciples.

Des crimes monstrueux qui viennent de se passer en Espagne? — Les doctrines subversives de l'École Moderne de Ferrer.

De l'anarchie intellectuelle qui règne en certains milieux en France? — Les idées fausses des laïcistes contemporains.

De la crise des consciences qui ne savent plus se diriger? — L'école sans Dieu et sa prétendue morale.

Du marasme actuel, prodrome des plus grands désordres? — Les idées fausses sur la propriété, ses droits et ses devoirs.

Dans tous les siècles, l'Eglise s'est préoccupée de mettre en garde ses enfants contre les hérésies, c'est-à-dire les idées fausses, et d'éclairer les âmes... Elle a toujours signalé les doctrines fausses, les maîtres dangereux, les livres mauvais, la mauvaise presse...

Tournons nos regards vers sa Lumière!!!

Passons sur les deux chutes, celle des anges et celle d'Adam, dont personne n'a jamais su rien, pas plus les croyants que nous. Elles sont bien à retenir pour des contes comiques, mais ne sauraient vraiment faire l'objet d'une discussion sérieuse.

Venons-en à la condamnation du Christ, dont l'existence est loin d'être prouvée, mais admettons-la. Christ est condamné par l'Eglise et l'Etat existants, qui comme toutes les églises et les Etats passés, présents et à venir n'aiment guère les novateurs. Il est sacrifié, comme tant d'autres le seront après lui, à la sacrosainte Autorité. Constatons que le Sauveur ne s'était pas pressé de venir opérer son sauvetage, laissant s'écouler les siècles, au cours desquels il n'est pas étonnant que les hommes se soient endurcis dans les erreurs!

Les persécutions contre les chrétiens ont été suivies de persécutions contre les païens et tous ceux qu'il a plu à l'Eglise de taxer d'hérétiques. Le martyrologe est inséparable de toute religion et il n'y a pas eu que des martyrs chrétiens, hélas!

A preuve les pauvres Albigeois, qui rappellent l'un des crimes les plus abominables de la Papauté, un massacre effrayant dicté par le fanatisme, si l'on veut, mais surtout par la cupidité, pour s'emparer des biens de toute une population qui jouissait d'un bien-être relatif en rapport avec l'époque.

Que les religions aient engendré des guerres, ce n'est pas nous qui le contestons, mais qu'est-ce que cela prouve, sinon le manque de tolérance chez les croyants et surtout chez les exploités de la croyance? Les pires boucheries ne sont-elles pas dues à cette idée fausse entre toutes: extirper l'hérésie? C'est encore la papauté qui est la grande responsable des guerres du XVI^e siècle.

Vouloir ignorer les causes économiques de la Révolution française pour l'attribuer aux idées fausses de Rousseau est quelque peu naïf, même si quelques révolutionnaires français ont été des disciples de Rousseau. Mais la Révolution française aura-t-elle été réalisée, ne l'oublions pas, au cours d'un siècle et demi, des inventions, découvertes et progrès merveilleux.

Mais à quoi bon relever l'une après l'autre les faussetés d'un ensoutané? Ne lui demandons pas si par crimes monstrueux en Espagne il ne se réfère pas aux massacres infâmes de l'aviation italienne bénie par l'Eglise de Rome, ou si les cagouleurs français, agents provocateurs, traîtres et sicaires ne sortent pas des sacristies plutôt que de l'École moderne ou laïque.

C'est facile d'attribuer aux idées fausses — toutes celles qui n'ont pas l'estampille de l'Eglise romaine — tous les maux de la terre; seulement nous constatons que partout où le catholicisme domine, ces maux sont plus aigus, la crise et la misère, l'exploitation et la spéculation sévissent davantage. La pauvre Espagne n'était-elle pas un pays d'évêques, de curés et de moines et de leur domination séculaire quelle justice en était sortie?

Ne faut-il pas une rare impudence pour

Sans appuyer...

* Les horreurs fascistes et hitlériennes en Espagne finissent tout de même par soulever une certaine réprobation. Des voix s'élèvent pour que finisse cet assassinat froidement exécuté de civils. Oh! pas dans notre bonne presse bourgeoise romande qui, ayant toute honte bue, trouve cela normal puisque c'est accompli contre des adversaires de l'esprit totalitaire. Pas dans notre Consistoire protestant, qui sait seulement s'insurger avec habileté contre des imaginaires sévices mis à la charge des sans-Dieu russes. Encore moins dans cette Eglise catholique dont le chef et les servants ont béni l'ypérite qui arrosa les Abyssins. Nous ne savons si l'appel de M. Chautemps, qui dit que « devant ces massacres de vieillards, de femmes et d'enfants, il n'est pas un homme de cœur qui n'éprouve dans toute sa conscience un sentiment de révolte », rencontrera un écho assez puissant pour faire cesser l'ignominie. Mais en tout cas, ce que nous savons c'est qu'il faut quelque chose de plus énergique que de platoniques protestations pour mettre des hyènes à la raison.

* A ce propos, un journal parisien publie en titre: « La proposition de M. Camille Chautemps contre le bombardement des villes ouvertes doit rallier tous les Etats et vilisés. » Voilà un ralliement qui ne pourra comprendre ni l'Italie, ni l'Allemagne, ni le Japon, lesquels ont tourné le dos à la civilisation. Il ne pourra pas même comprendre la Suisse, car cela est interdit par la « neutralité » de M. Motta et son amitié pour le duc...

* La politique louche de l'Angleterre est pour beaucoup dans la prolongation de la tragédie espagnole. Elle a été suffisamment percée ici pour que nous n'insistions pas. Mais il arrive qu'elle met parfois ses pratiquants dans des situations plutôt embarrassantes, si ce n'est comiques. Ainsi, avant l'entretien que M. Eden sollicita des ambassadeurs de France et d'Italie à Londres au sujet du torpillage du navire anglais *Endymion* par un sous-marin « inconnu », un député lui demanda s'il se rendait bien compte de « l'humour cynique » de la situation dans laquelle il allait se trouver: coopérer avec un représentant du gouvernement italien pour rechercher la nationalité du submersible coupable de l'attaque d'un navire anglais... quand tout le monde sait que ce submersible a été fourni à Franco par l'Italie. Heureusement pour M. Eden, l'intervention du speaker le dispensa de donner suite à la trop curieuse question.

* Les deux chiffres suivants vont marquer la politique du Front populaire: en six mois de gouvernement Chautemps-Blum, le tarif des chemins de fer pour les voyageurs de 3^e classe a été augmenté de 58%. Un trajet qui coûtait 100 francs le 1^{er} juillet dernier coûte aujourd'hui 158 francs. Par contre, dans le même temps, les actions des compagnies de chemin de fer ont monté de 40%. L'actionnaire qui avait des actions d'une valeur de 100,000 francs le 1^{er} juillet trouve aujourd'hui acheteur pour ces actions à 140,000 fr. ! Ce qu'on appelle « faire payer les riches », ou encore « mater la finance » consiste en réalité à faire payer à l'usager le moins riche 58% de plus, afin d'accroître de 40% le capital du possédant!

* Parlant du néo-syndicalisme, un collaborateur du *Professionnel* craint que par la paix sociale (union systématique des loups et des brebis) les syndicalistes ne réalisent pas plus d'affranchissement du prolétariat que socialistes et communistes réunis ne réaliseront le socialisme par leur fameuse conquête des pouvoirs publics et du parlement.

Voilà une comparaison qui est raison et une crainte plus que justifiée.

* Nombreux sont ceux qui pouvaient douter que la Russie des Soviets était le principal fournisseur de pétrole à Franco par l'intermédiaire de l'Italie. Aujourd'hui l'aveu officiel est là. La bolcheviste *Humanité* du 16 janvier a publié une note de l'agence Tass, selon laquelle le conseil des commissaires du peuple a décidé

une série de mesures pour protester contre l'arrêt des paiements dus aux organisations économiques soviétiques pour des marchandises livrées par celles-ci à l'Italie. Ainsi, le ministre de la marine italien, contrairement au contrat signé avec le *Sciuznet Export* (organisation pour l'exportation du pétrole), n'a pas payé en septembre le mazout qui lui avait été livré; malgré les réclamations répétées du *Sciuznet Export*, le

présenter l'Eglise de Rome, souillée des pires infamies, comme celle à qui nous devrions toute lumière, surtout depuis que devenant l'alliée du fascisme, elle a jeté un certain masque démocratique qu'elle avait fait sien à un moment donné?

Hideuse alliée de la pire tyrannie, elle nous apparaît à côté de ceux qui règnent par le feu et par le sang sur les peuples affamés et opprimés.

ministre de la marine italien refuse d'effectuer tout paiement.

Voilà l'aveu dépourvu de tout artifice de la forfaiture des hypocrites du stalinisme, qui apportent eux-mêmes la preuve qu'ils ont fourni aux massacreurs fascistes les moyens de multiplier les bombardements de la population ouvrière d'Espagne. Sans doute, en apprendrons-nous autant pour le Japon, contre lequel les mêmes réclament le boycott intégral.

* Contrairement à ce que l'on croit habituellement, la situation économique de l'Angleterre n'est pas meilleure que celle des autres pays non totalitaires. Des totalitaires, mieux vaut n'en pas parler en l'occurrence. Le budget de l'Angleterre est équilibré, pour la bonne raison que l'on met hors budget tout ce qui le déséquilibrerait. Une politique folle d'armements endette le pays à raison d'un milliard par semaine, soit 52 milliards par an. La dette flottante dépasse 150 milliards de francs, ce qui laisse loin derrière tous les records connus. Sa balance commerciale a un déficit important. Le chômage augmente à raison de 100,000 nouveaux chômeurs par mois. A part cela, la situation est on ne peut plus florissante...

* D'après des estimations officielles, le nombre de chômeurs aux Etats-Unis s'élevait, au 20 novembre dernier, à 10,870,000. On estime que, depuis cette date, le total des chômeurs a encore augmenté d'environ un million. Le nombre des chômeurs, en Hollande, atteignait, fin novembre dernier, 385,983, soit une augmentation de 45,547 sur le chiffre de la fin du mois précédent et de 24,936 sur celui de fin novembre 1936. La liberté du travail est ainsi assurée, et on aurait certes mauvaise grâce à ne pas reconnaître que la crise est terminée!

* Mussolini a prononcé un discours bête de plus et introduit le « pas de l'oi » allemand dans ses armées. Ecoutez-le :

C'est un pas que les sédentaires, les ventrus, les demi-portions ne pourront jamais exécuter et c'est pourquoi il nous plaît. Nos adversaires proclament que le pas de parade est l'expression véritable de l'authentique esprit militariste. Nous en sommes heureux. C'est pourquoi nous l'avons adopté et d'ici quelque temps nous l'exécuterons à la perfection.

La mise au cinéma du « maigre » Mussolini exécutant le pas de parade à la perfection connaîtrait certainement la grosse recette et un beau succès de rigolade!

* Voici ce pas de parade défini par le « brillant » maréchal de Bono :

La marche commence en portant le pied gauche en avant de 70 centimètres, le genou étant plié, la jambe droite, tendue, doit soutenir le poids du corps; celui-ci se penche alors en avant et le pied gauche se pose à terre, tandis que le pied droit se lève, et, sans déplacer les épaules, en pliant le genou, on porte le pied droit en avant. Le soldat doit donc s'habituer à marcher avec la hanche et non avec le genou.

Rien de tel pour développer l'intelligence!

* On mande de Rome que le journal militaire *Forze Armate* donne des détails concernant l'action de secours de l'aviation italienne en Ethiopie :

A Lalibela, écrit-il, un détachement de 400 hommes a été complètement encerclé au début de septembre dernier. Un détachement de réserve de 200 hommes, expédié en renfort de Socota, a subi le même sort du côté de Bibala-Gorgis. Toutefois, l'aviation a pu rétablir la situation en amenant des renforts par la voie des airs et en bombardant les hordes ennemies. Les avions partaient quotidiennement de leur base de Dirredaoua. Ils ont jeté à nos soldats plusieurs tonnes de vivres ainsi que neuf tonnes de munitions et 88,000 thalers. Du début du mois d'août jusqu'au milieu du mois d'octobre, 113 avions ont participé à cette action de secours. La lutte a été particulièrement acharnée entre Addis-Abeba et Modcho, et surtout sur les positions de montagne de Ierer, Zuqala, Deboccodio. Nos avions ont lancé sur ces contrées 6834 bombes de tous calibres.

Officiellement, on doit reconnaître les difficultés italiennes en Ethiopie. Difficultés qui ne peuvent que s'accroître, et nous doutons fort que Mussolini parviendra à les vaincre par le pas de parade!

* La duplicité communiste n'a pas de limite. Elle s'exerce dans tous les domaines. Lors de la grève des Transports, à Paris, l'*Humanité* publiait une protestation contre la mise au service du patronat de camions militaires. Elle disait entre autres :

Le secrétariat du Parti communiste français, soucieux de défendre en toute circonstance les intérêts des travailleurs, élève également une protestation contre l'utilisation des camions militaires pour remplacer les travailleurs des transports en grève... Son organe, l'Humanité qui, seul, a défendu sans réserve, avec la C.G.T., les travailleurs des services publics, se fait un devoir d'être toujours aux côtés des ouvriers défendant leurs salaires; aussi sa diffusion massive

est-elle absolument nécessaire pour assurer le soutien effectif des revendications des masses laborieuses.

Comme on reconnaît bien là l'immuable orgueil communiste: il n'y en a point comme nous! Mais, comme toujours, il y a un mais. Pendant toute la durée de la grève, l'*Humanité* se servit des camions militaires et c'est elle qui de tous les quotidiens parisiens se fit le plus pressant, auprès du Syndicat de la presse parisienne pour qu'il demande 200 camions militaires au gouvernement. Beaux briseurs de grève, que ces communistes qui, sans pudeur, se déclarent « soucieux de défendre en toute circonstance les intérêts des travailleurs »! ARGUS.

Lausanne

Histoire pétrolière.

Mardi 1^{er} février, les Lausannois étaient conviés à entendre Marcelle Capy, et la grande salle de la Maison du Peuple, absolument bondée, témoigna de l'intérêt du public envers cette conférencière de grand talent.

Le thème était « Le Pétrole ». On voit d'ici ce que Mme Capy entendait nous apprendre: le rôle néfaste — oh combien! — du pétrole et des affaires du pétrole dans la conduite de l'humanité.

Et elle le fit, simplement, magnifiquement. C'est ainsi que le public apprit que quelques trusts se partagent l'exploitation... et la vente de la précieuse essence.

Toute la salle suivait avec intérêt les péripéties des différents trusts, et connut ainsi les liens puissants du monde capitaliste par-dessus les frontières, et les coïncidences plus que curieuses des guerres des peuples, en même temps que le développement fantastique des « affaires de pétrole ».

Nous avons relevé, et le public avec nous, que parmi les grands trusts pétroliers, il en existe un, le trust soviétique, qui fut constitué ensuite de la Révolution russe. Les auditeurs communistes applaudirent la conférencière lorsqu'elle nous conta que l'industrie pétrolière russe avait été nationalisée. Ainsi c'est autant qui échappa aux trusts capitalistes. Mais c'est avec une profonde stupeur que le public apprit, au fur et à mesure qu'étaient passés au tamis les agissements de ces compagnies malfaisantes, que le trust national russe est le plus important pourvoyeur de l'Italie fasciste (56 millions de tonnes dans les six premiers mois de 1937). La conférencière eut un commentaire qui en dit long sur la politique affairiste de l'empire soviétique: « A la porte, les discours, mais en salle les affaires! » C'est exactement comme cela.

Nous avions déjà dit ici, ensuite de renseignements publiés dans le *Droit du Peuple* ce que nous pensions de la fourniture du pétrole à l'Italie par la Russie soviétique, pétrole qui sert à alimenter en grande partie les avions de Palma de Majorque et tous ceux de Franco. Il était intéressant d'entendre cela de la bouche autorisée de Marcelle Capy. Nous avons appris mieux. Nous savons que le Japon impérialiste s'approvisionne à la même source pour massacrer les Chinois chez eux. Et alors, camarades, on se demande quel est le but poursuivi par Staline quand les journaux à sa dévotion n'ont que pleurs sur les malheurs de l'Espagne et de la Chine, lorsqu'en même temps les agresseurs fascistes sont largement approvisionnés par le même Staline.

Belle conférence, et qui contribue beaucoup à répandre la vérité, toute la vérité, sur les fauteurs de guerres: les régimes totalitaires « prolétariens » comme les Deterding et consorts. ADAT.

P.-S. — Dans le *Droit du Peuple* du lendemain, on passe gaiement sous jambe cette histoire peu reluisante concernant la Russie. On y lit: « En Russie, l'industrie du pétrole fut nationalisée au profit de la collectivité. » C'est tout. Je ne savais pas que l'on put nationaliser quelque chose au profit d'une collectivité. Disons « de la nation », ce qui est absolument différent.

A tous nos lecteurs.

Nous nous recommandons à tous les lecteurs du *Reveil* qui ne pensent pas devoir s'y intéresser, pour qu'ils rendent à l'administration du journal le service de le refuser et le rendre au facteur. Au contraire, tous ceux qui y portent un intérêt voudront bien faire un petit effort financier pour nous aider dans la diffusion des idées libertaires.

Publications reçues :

Dr Jakob Ragaz: *Die Arbeiterbewegung in der Wetschweiz*. Editeur: H. R. Sauerländer & Co., Aarau.

A. Prudhommeaux: *Où va l'Espagne?* Les Cahiers de Terre Libre, 10, rue Emile-Jamais, Nîmes (Gard).

A. Franck: *La Corporation (de la Rome ancienne à la Rome mussolinienne)*. Mémé éditeur.

Nous en parlerons dans un prochain numéro.